

Chers compatriotes.

Toutes les créatures vivantes ne peuvent exister que par rapport à un espace naturel, hérité ou conquis, qui leur permet d'assurer subsistance et reproduction. Au fur et à mesure des générations, elles y développent des sociétés aux fonctionnements divers et variés mais toujours profondément liées à cet espace qu'il convient d'appeler leur territoire. Les Êtres humains n'y font pas exception mais, chez eux, l'analyse et l'utilisation de l'environnement terrestre dans sa globalité ont véritablement forgé leur évolution physique et intellectuelle, de la bipédie à l'acuité visuelle, de la création d'outils au langage articulé. Explorer, exploiter, optimiser un territoire, puis, inévitablement, le défendre, l'agrandir, en trouver un autre, sont devenus des démarches obsessionnelles. Tout cela a été renforcé par l'agriculture, la sédentarisation, et leur conséquence, la notion de propriété. Dès lors, peu importe sur quelles mythologies se fonde une nation, elle existe avant tout par le territoire qu'elle occupe. C'est pourquoi la première clef politique nationale est la dimension géographique.

Le relief, les cours d'eau, le climat, la végétation définissent des territoires plus ou moins accueillants pour les groupes humains en termes de santé et de sécurité. Quoiqu'il en soit, le groupe humain va s'organiser pour exploiter les ressources de son territoire. Il peut se contenter de prélever de l'eau, de cueillir, de pêcher, de chasser, de s'abriter, comme tous les animaux. Mais, plus généralement et surtout depuis quelques siècles, il va effectuer des modifications lourdes pour se défendre, cultiver la terre, pratiquer l'élevage, construire des bâtiments, des industries et des routes jusqu'à produire les immenses territoires totalement artificialisés que sont les villes. En quelque sorte, l'Être humain, ce créatif et ce sportif hors pair, trouve dans l'aménagement de l'espace qui l'entoure bien plus qu'une simple nécessité : il y trouve, semble-t-il, un sens à sa vie. En fin de compte, nous vivons d'abord à travers les activités que nous exerçons sur les territoires que nous occupons.

La géographie est justement cette science qui décrit à la fois les données géologiques, naturelles et humaines, y compris dans leurs aspects économiques et sociaux. C'est une science d'une extraordinaire importance pour comprendre quelles sont les forces et les faiblesses d'un territoire. À l'échelle nationale, elle devient fondamentale pour effectuer des choix politiques judicieux. Pourtant, les pouvoirs publics ont largement délaissé la réflexion géographique durant les dernières décennies. Par faiblesse et par intérêt, ils ont accompagné voire accéléré le mouvement de métropolisation en abandonnant les petites industries rurales et les artisanats locaux, en livrant à elles-mêmes les banlieues déshéritées, en multipliant les zones commerciales géantes et les lotissements standardisés. Les campagnes, les petites villes et les banlieues ont été sacrifiées sur l'autel de la tertiarisation, de l'informatisation et de la mondialisation. Et maintenant que cette France dite périphérique est exsangue, qu'elle exprime son désarroi par l'abstention, le vote protestataire et les manifestations sur les ronds-points, nos gouvernants se réveillent, en se rappelant que la géographie est la base fondatrice de notre nation, que l'âme véritable des Français est ce territoire hexagonal, enrichi par la Corse et les Outre-Mer, exceptionnel par sa beauté, sa diversité et sa fertilité.

Alors, comme d'habitude, on crée des commissions avec pour objectif, par exemple, de ranimer le cœur des villes. Belle intention, nécessaire sans doute. Mais croit-on vraiment que quelques vitrines dépoussiérées et quelques appartements rénovés dans certains centres-villes suffiront à rattraper cinquante ans de mépris pour la France non métropolisée ? Certainement pas. Car il n'y a qu'une chose qui compte vraiment dans la dimension politique géographique, je l'ai déjà dit, c'est l'activité. Certes, on nous vend le télétravail comme le nouvel espoir économique des « territoires » puisque le covid-19 et les confinements ont au moins eu le mérite de souligner les avantages de vivre à la campagne ou dans les petites villes. Mais qui est concerné par le télétravail ? Imagine-t-on un pays fait de visioconférenciers, de plateformes numériques géantes et de livreurs ? Cela n'a pas de sens ; d'ailleurs, on vendait déjà le télétravail comme l'avenir des campagnes dans les années 1980. On voit le résultat... Non, il faut

entreprendre quelque chose de beaucoup plus volontariste, avec un objectif assumé de rééquilibrage du peuplement sur l'ensemble du territoire.

Je propose de créer un million d'emplois publics dans les zones rurales et les petites villes, ce que j'appelle le Grand Plan Emploi Publical. Qu'est-ce qu'un emploi publical, puisque cet adjectif est un néologisme de mon invention ? C'est un emploi financé par l'État mais qui n'est pas un emploi public. Il est géré par les communautés de communes et dirigé par les municipalités. C'est un emploi stable, rémunéré à hauteur du SMIC, mais c'est un emploi transitoire : un jour par semaine, l'employé publical est libéré et accompagné pour de la formation et la recherche active d'un autre emploi, privé ou public. Par ailleurs, l'emploi publical est assorti de conditions d'obtention. Dans cette première expérimentation que je propose, les emplois publics seront prioritairement destinés à des chômeurs de longue durée habitant des grandes villes et des banlieues. La destination rurale des postulants et de leur famille sera tirée au sort pour couper court à toutes les discriminations, aussi bien sur l'origine des candidats que sur la localisation de la commune d'accueil. S'il n'y a pas assez de candidats, les critères seront élargis au niveau des candidatures et au niveau des destinations. Les emplois publics seront définis par les communautés de communes, selon des priorités locales et étatiques. Par exemple, il pourra s'agir d'assistance administrative pour soulager les médecins généralistes et les forces de l'ordre, de gestion et d'entretien d'espaces naturels et du patrimoine bâti, de soutien social envers les personnes handicapées ou âgées. Il y a tant de choses à faire qui ne sont pas faites ! Parmi les nombreuses vertus des emplois publics, notons aussi un effet massif sur le logement puisque, d'une part, les logements vacants, nombreux dans les villages et les petites villes, seront occupés et rénovés, d'autre part, des logements seront libérés dans les grandes villes permettant une détente du marché immobilier, la destruction de certains logements collectifs obsolètes et la mise en place de vraies solutions pour les personnes sans domicile fixe. Le coût brut du Grand Plan Emploi Publical est estimé à 25 milliards d'euros par an, soit 25.000 € par emploi publical, comprenant salaire brut exonéré de charges pour l'employeur, et frais de gestion pour les collectivités locales.

Là encore, de nombreux effets de levier économiques et sociaux seront déclenchés, entraînant un coût net largement inférieur. Les emplois publics seront finalement à la base d'une relance économique vertueuse car fondée sur l'emploi et non sur des allocations sans contrepartie.

Voilà, la clef politique n°4, c'est la dimension géographique. Elle prend sens à travers les activités humaines qui se développent dans un espace donné, particulièrement en France où la nation s'est construite pour définir un territoire. Nous avons besoin d'en reconquérir, d'en revitaliser de grandes parties délaissées en y ramenant de l'activité et des revenus pérennes. Cela permettra d'entamer le nécessaire rééquilibrage du peuplement entre métropoles et zones rurales. Il y a des personnes qui en ont marre de vivre dans les grandes villes et les banlieues surpeuplées, et il y a des petites villes et des territoires ruraux qui ont besoin d'habitants. Alors permettons tout simplement à ce mouvement gagnant-gagnant de s'engager tout en infligeant une bonne claque au chômage de masse.

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 28 août prochain pour la clef n°5. Je vous dis donc : à bientôt.